



Déclaration de projet et Mise en Compatibilité du PLUi de la Communauté de Communes Montagne Montravel Gurson

Le 17 septembre 2025

COMPTE RENDU VALANT PROCES-VERBAL

Lieu de la réunion : Mairie de Saint-Antoine de Breuilh

Liste des présents

CdC MMG	M. BOIDE - Président M. TAVERSON – Élu en charge de l'urbanisme
Saint-Antoine de Breuilh	M. GALLOT - Maire
DDTM 24	M. DEWASNES – Délégué territorial du Bergeracois Mme LUGAN – Déléguée territoriale du Bergeracois
SYCOTEB	M. ANDRES – Chargé SCoT du Bergeracois
Chambre d'Agriculture	Mme LAVAUD – Service foncier & urbanisme
Aedes Énergies	M. DUCROS – Chef de projet
Cabinet Metropolis	M. CHATELIER - Urbaniste

La réunion débute à 10h00, un tour de table est organisé.

M. Chatelier rappelle l'objet de la réunion :

- Il s'agit d'un examen conjoint portant sur la mise en compatibilité du PLU Intercommunal concernant plus particulièrement la commune de Saint-Antoine de Breuilh pour la réalisation d'un parc photovoltaïque comportant une partie sur plan d'eau ;
- Echanger sur les avis transmis préalablement à cet examen conjoint (DDT + MRAe) ;
- Acter les modifications à apporter sur les différentes pièces du dossier avant de présenter le dossier à l'Enquête Publique.

M. Chatelier rappelle que le compte-rendu de l'examen-conjoint vaut procès-verbal.

Le projet est porté par Aedes Energie et accompagné par plusieurs bureaux d'études (Ectare, Ameten, notamment).

Il est précisé qu'entre la notification du dossier de Déclaration de Projet et le présent Examen Conjoint, le dossier de Permis de Construire a fait l'objet d'avis transmis par la DDT en cours d'instruction. Par ailleurs, le dossier de Déclaration de Projet a reçu des avis de la MRAE et de la DDT. Ces contributions ont nécessité de faire évoluer le projet et son étude d'impact.

L'ensemble des réponses apportées et leurs effets sur la Déclaration de Projet sont présentés.

- **Modifications principales du projet**

Suite aux avis de l'Etat en date du 11 mars 2024, et à la MRAE en date du 19 décembre 2023, M. Chatelier présente les modifications qui sont proposées :

- **Réduction du périmètre clôturé** de 2,53 ha (7,6% de la surface clôturée déposée) et adaptation de la stratégie d'évitement pour s'inscrire en cohérence avec le dépôt du permis de construire qui a été réalisé.
- **Suppression de la zone de panneaux au sol** sur le nord du plan d'eau en raison de la présence d'espèces protégées (pie-grièche écorcheur), là encore, la stratégie d'évitement a conduit le porteur de projet à réduire l'emprise du projet.
- **Renforcement des interfaces végétales et haies existantes par l'application des principes de régénération naturelle sur une emprise de plus de 1,2 ha (enclos paysagers de 5 à 15 mètres de largeur) :** ces espaces seront protégés par la mise en place de servitudes patrimoniales au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.
- **Création de haies qui seront classées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.**
- **Compléments d'inventaires sur les zones humides,** en particulier en dehors du périmètre clos d'installation du parc photovoltaïque afin de préserver un panel de zones humides complémentaires au regard des investigations qui ont été menées. Cela va entraîner la mise en place de servitudes patrimoniales au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme afin d'assurer leur conservation.
- **Diminution sensible de l'emprise photovoltaïque** initiale d'environ 7 hectares

- **Problématiques évoquées**

Gestion de la parcelle agricole

La Chambre d'Agriculture indique qu'elle est favorable au projet et à la modification de l'urbanisme qui l'accompagne mais signale qu'une parcelle agricole de 0,7 hectare (dont 0,4 hectare impacté) est incluse dans le projet. Cette parcelle classée à la PAC constitue une perte de foncier à valeur agronomique pour la Chambre d'Agriculture.

Après analyse et échange au sein du comité de pilotage, il est souligné que sa valeur agronomique semble limitée dans les faits, de surcroît en l'absence de système d'irrigation. Il a par ailleurs été démontré que la parcelle ne participe pas aux fonctionnalités hydrauliques du secteur en cas d'inondation. D'un point de vue écologique, il a été recensé sur cette parcelle de nombreuses espèces invasives et l'absence d'espèces patrimoniales ou de fonctionnalité écologique à préserver.

Le Maître d'ouvrage du Projet rappelle que le permis de construire a été déposé en 2022, antérieurement à la loi APER encadrant le développement du photovoltaïque sur les zones agricoles. Néanmoins, l'évitement des parcelles agricoles a été privilégié pour le choix de la zone d'implantation. En particulier, les parcelles agricoles situées à l'est du ruisseau de Rival

longeant le projet ont été écartées en raison de leur forte valeur agronomique et écologique (prairie de fauche d'intérêt communautaire Natura 2000).

La surface totale agricole ainsi évitée est de 3,7 ha, sur un total de 4,4 ha, soit 84%.

Il est donc proposé aux PPA de maintenir cette parcelle dans le projet. Son maintien dans le périmètre du projet permet par ailleurs la maîtrise foncière en limite du Ruisseau de Lavergne qui s'écoule au nord, ruisseau pour lequel il est prévu par le projet de renaturer la ripisylve, afin de recréer un corridor vert et un masque visuel depuis la RD 936.

Aucun autre commentaire sur le volet agricole n'est relevé.

Compatibilité avec le PPRI

Le projet est soumis au Plan de Prévention des Risques d'Inondation. Deux options sont envisagées :

- Attendre l'approbation de la révision du PPRI.
- Recourir au régime dérogatoire si la révision n'est pas approuvée à temps, ce qui paraît le plus probable.

Une étude hydraulique a été réalisée et des solutions d'ancrage adaptées ont été étudiées (corps morts, chaînes et cordes). Ces études ont été présentées en Préfecture le 14 février 2023 et intégrées à l'étude d'impact remise aux services de l'État, autorité compétente pour procéder à la demande de dérogation auprès du Préfet.

Toutefois, ces études ne semblent pas avoir été complètement portées à la connaissance de la DDT. Le maître d'ouvrage du Projet va transmettre de nouveau aux services de l'état ces études dans leur intégralité, notamment au Pôle Risques de la DDT, afin d'évaluer la compatibilité avec une demande de dérogation le cas échéant.

Obligations Légales de Débroussaillage (OLD)

La gestion des OLD en présence d'espèces protégées a fait l'objet de discussions. Le projet intègre cette problématique dans la dérogation à déposer, avec analyse des habitats de report et mesures compensatoires.

Il n'y a pas lieu d'apporter des modifications au projet présenté au regard de cette problématique.

Intégration des OLD dans le périmètre du zonage Npv

Il est précisé lors de la réunion qu'intégrer les Obligations Légales de Débroussaillage à l'intérieur même du périmètre Npv n'est pas réalisable. En effet, la taille limitée du projet et une recherche d'insertion adaptée aux contraintes et milieux présents entraînent l'identification d'une largeur maximale du projet sur une distance de 100 mètres environ. Or, les OLD s'appliquent sur des bandes de 50 mètres... cela entraînerait de fait l'incapacité à réaliser le projet. Il n'est donc pas possible de revoir le périmètre de ce point de vue.

De même, il est précisé que le travail lors de l'étude d'impact a permis d'apporter des réponses plus adaptées en matière de préservation des milieux à la périphérie du projet (haies, zones humides).

Délibération fixant les modalités de la concertation préalable

Conformément à son avis du 11 mars 2024, rappelle qu'aucun élément du dossier notifié à la DDT ne permet de confirmer la prise d'une délibération définissant les modalités de concertation avec les populations, ni de vérifier si ces modalités ont été intégralement mises en œuvre.

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation doivent en effet être précisés par l'organe délibérant de la collectivité territoriale compétente, dans les conditions prévues à l'article L. 103-4 du code de l'urbanisme.

La MMG indique qu'une délibération a été prise en juin 2024 pour fixer les modalités de la concertation. Cette délibération sera remise à la DDT afin d'en vérifier la conformité et ainsi assurer la consolidation juridique de la procédure.

Sur le choix du site

Il est rappelé que le site est localisé sur la partie centrale de la commune à l'ouest du centre-bourg de Saint-Antoine de Breuilh et séparé par la déviation de la RD936.

Les terrains du projet ont fait l'objet de deux activités majeures avant d'être l'objet du projet photovoltaïque :

- le lieu d'une activité agricole initiale ;
- puis ont fait l'objet d'extraction des matériaux en place (grave). Les parcelles concernées par le projet sont ainsi situées sur une ancienne gravière et sur d'anciennes parcelles cultivées.

Cette dernière activité a ainsi profondément modifié la nature des sols, et du site en général : plan d'eau résultant de l'exploitation de l'ancienne carrière, et remise en état des parcelles autour du plan d'eau.

Le transfert d'usages vers les plans d'eau à l'ouest (pêche et activités nautiques) a été engagé avec notamment la signature en 2024 d'une convention avec la Fédération de Pêche. Le transfert des individus pêchés dans le plan d'eau du Champs de mars a débuté et s'échelonnera jusqu'à la mise en œuvre du projet.

Des justifications complémentaires sur le choix du site ont par ailleurs été ajoutées à l'étude d'impact du projet. En particulier, il a été montré que dans le cadre du projet, 5 scénarios ont été envisagés. Entre la première solution envisagée et celle retenue, l'emprise clôturée a été divisée par environ deux, passant de 67,6 ha à 29,5 ha.

Le design du projet a évolué au fur et à mesure des études environnementales de manière à prendre en compte les enjeux identifiés durant cette période, en particulier les milieux naturels (faune, flore, zones humides), le paysage, les risques naturels.

L'évolution a également tenu compte des préconisations du SDIS, pour tenir compte du risque d'incendie lié à la nature même du projet et favoriser l'intervention des secours en cas d'incident.

Préservation des habitats piscicole

Une étude des milieux aquatiques a été réalisée par le bureau d'étude Hydrosphère en 2025. Les impacts résiduels du projet sur les enjeux piscicoles sont jugés faibles à nuls. Le Brochet, bien qu'introduit dans le plan d'eau est susceptible de s'y reproduire. Une cartographie des frayères a été réalisée par le bureau d'étude et a permis d'identifier des zones à éviter. La zone de mise à l'eau sera positionnée sur un secteur de moindre enjeu afin de préserver tout risque d'impact sur une frayère. Les résultats de cette étude seront joints à l'étude d'impact.

Zones humides

Des inventaires zones humides complémentaires ont été conduits. Ils ont permis d'identifier une zone humide pédologique au nord du plan d'eau. Le tracé de la piste de maintenance a donc été modifié afin de permettre l'évitement intégral des zones humides sur l'ensemble du projet.

Il est proposé de protéger les zones humides identifiées hors berge du plan d'eau dans le futur règlement du PLUi au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Enjeux paysagers

Une étude d'agroforesterie réalisée en 2024 a permis d'améliorer le traitement des interfaces paysagères du projet. La mise en œuvre des principes de Régénération Naturelle Assistée préconisée par les services de l'état a été retenue. Cette mesure permet le maintien de la végétation existante en périphérie du site de projet et son renforcement au sein d'une zone protégée de plus de 1,2 ha. Par ailleurs, le projet permettra le renforcement de la trame de végétation sur un linéaire cumulé de 565 mètres de haies bocagères et de rideaux arborés.

Il est proposé de protéger ces emprises végétalisées dans le futur règlement du PLUi au titre de :

- l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, pour les haies déjà existantes ;
- l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, pour les haies à créer ou à reconstituer.

Sécurité Incendie et accès

Les dispositions demandées par le SDIS et émises lors des échanges réalisés le 03 janvier 2025 avec le SDIS seront intégrées, notamment :

- Mise en place d'une interface sans boisement en limite Ouest de l'ilot Nord
- Validation des principes d'implantation de haies en périmètre des ilots
- Optimisation de la position de la bâche incendie au nord (distance 8 m / zones boisées)
- Cale de mise à l'eau positionnée au nord du plan d'eau
- Piste périmétrale autour du plan d'eau pas nécessaire (supprimer la piste ouest)

Calendrier et prochaines étapes

- Dépôt de pièces de modification du dossier PC pour permettre la consultation de la MRAE sur le projet
- Attente de l'avis MRAE en décembre (délai de 2 mois)
- Enquête publique prévue à la suite

Actions à venir

Procéder aux adaptations du dossier de déclaration de projet au regard de certaines des observations émises lors de l'examen conjoint ou préalablement transmises par écrit. Cela induit des adaptations à apporter sur le plan de zonage et sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).






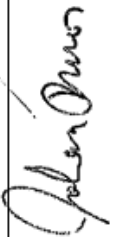


Lancement de l'Enquête Publique sur la base du dossier de Déclaration de Projet modifié. Cette Enquête Publique pourra être conjointe au permis de construire.

L'ensemble des avis émis par les PPA ayant été traité, l'examen conjoint s'achève à 11h30.

Fin du compte-rendu valant procès-verbal.


Pièce jointe : Feuille de présence

Réunion d'examen conjoint de la Déclaration de Projet Photovoltaïque de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson
du 17 septembre 2025 à 10H à St Antoine de Breuilh.

Nom	Prénom	Entité	Email	Signature
FAVERSON	Gicco	Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson	gilles.faverson@ccm-mt-gurson.fr	
LAVAUD	Sandra	Chambre d'agriculture 24	sandra.lavaud@chambre-agriculture-24.fr	
ANDRES	Christophe	SYCOTEB	contact@sycteb.fr	
BOIDÉ	Thierry	CdC M104	boide-thierry@wanadoo.fr	
CHATELIER	Yohan	Cabaret Métropolis	chastelc@metropolis-territoires.fr	
DU CASJ	Jean	Aedes Energies	jean.ducasj@aedes-energies.fr	
CAUROT	Christian	Jaime SAS	caurot@orange.fr	
JEWASSETES	Antoine	MTT	antoine.jewassetes@mtt-gurson.fr	

1/3

Réunion d'examen conjoint de la Déclaration de Projet Photovoltaïque de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson
du 17 septembre 2025 à 10H à St Antoine de Breuilh.

Nom	Prénom	Entité	Email	Signature
LUGAN	Murielle	DPT Bergane	murielle.lugan@derdogne.gouv.fr	

ANNEXES :

AVIS DDT & AVIS MRAe

Service Aménagement et Développement Durables
Pôle Urbanisme – Cellule Planification
Affaire suivie par : Julien BONDUE
Tél : 05 53 45 56 68 – 06 81 95 59 67
Courriel : julien.bondue@dordogne.gouv.fr

Périgueux, le 11 MARS 2024

Communauté de communes « Montaigne Montravel et Gurson »
Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)
valant Schéma de Cohérence Territoriale (ScoT)

Mise en compatibilité n°1
*

Avis de la Direction Départementale des Territoires

Ce projet de parc photovoltaïque, situé au lie-dit *Les Rouillats* sur le territoire de la commune de Saint-Antoine-de-Breuilh, a fait l'objet d'une demande de permis de construire référencée PC 024 370 23 S 0009. L'autorité compétente pour se prononcer sur cette demande d'autorisation est le préfet de Dordogne. L'instruction est actuellement menée par la direction départementale des territoires (DDT).

La commune est couverte par le PLUi valant SCoT de la CC Montaigne Montravel et Gurson approuvé le 27 septembre 2018. Les unités parcellaires concernées par le projet y sont actuellement classées en zone A ou NT. A noter également que l'intégralité du projet figure en zone rouge du plan de prévention du risque inondation de la Dordogne approuvé depuis le 19 décembre 2002.

1 – Sur la procédure de mise en compatibilité du PLUi

A titre liminaire, il convient de préciser que les dispositions législatives et réglementaires en vigueur n'interdisent pas la mise en œuvre d'une procédure de mise en compatibilité du PLUi en vue de permettre la réalisation d'un projet de production électrique issu du photovoltaïque.

Pour autant, afin d'éviter d'avoir à recourir à ce type de procédure à l'avenir, la DDT souhaite attirer l'attention de la CC Montaigne-Montravel et Gurson sur le dispositif de planification territoriale instauré par la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, afin de favoriser le développement des énergies renouvelables. Ce texte impacte le PADD des PLUi (ainsi que les OAP), auquel la loi ajoute une composante relative au développement des énergies renouvelables.



Les modifications apportées au PADD ayant pour objet le développement de la production d'énergies renouvelables ou l'identification des zones d'accélération pour leur implantation relèvent de la procédure de modification simplifiée, avec toutefois un avis à solliciter de la part de la CDPENAF.

1.1 – Sur le maintien du caractère de SCoT du PLUi de la CC Montaigne Montravel et Gurson

La présente procédure de mise en compatibilité du PLUi ne remet pas en cause le caractère de SCoT assigné à ce document d'urbanisme intercommunal. Seule une procédure de révision (générale ou à modalités allégées) mettra fin à la valeur SCoT de ce PLUi.

1.2 – Sur l'absence de nécessité d'une dérogation préfectorale au titre de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme

Le PLUi de la CC Montaigne Montravel et Gurson ayant valeur de SCoT, il n'est pas concerné par les dispositions de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme.

En conséquence, aucune demande de dérogation préfectorale au titre de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme n'est requise dans le cadre de la présente procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 de ce PLUi valant SCoT.

1.3 – Sur la procédure d'évaluation environnementale commune PLAN/PROJET

Lorsque la réalisation d'un projet soumis à évaluation environnementale et subordonné à déclaration de projet implique la mise en compatibilité d'un document d'urbanisme, l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité de ce document d'urbanisme peut donner lieu à une **procédure commune**. Cette procédure permet notamment l'organisation d'une seule et même enquête publique portant à la fois sur le projet de parc photovoltaïque et la mise en compatibilité du PLU.

La DDT constate qu'en l'occurrence cette possibilité offerte par le code de l'environnement n'a pas été mise en œuvre et a pris connaissance de l'avis rendu par l'autorité environnementale le 19 décembre 2023 suite à la saisine effectuée directement par la communauté de communes le 2 octobre 2023.

Dans le cadre d'éventuelles procédures que la communauté de communes serait amenée à engager par la suite en vue de permettre la faisabilité de projets similaires, la DDT recommande à la collectivité de recourir à la procédure commune d'évaluation environnementale précitée afin d'offrir le meilleur niveau d'information auprès des personnes destinées à se rendre à l'enquête publique.

1.4 – Sur la nécessité d'une concertation avec les populations

La mise en compatibilité d'un PLUi entre dans le champ de l'évaluation environnementale dans les conditions précisées aux articles R. 104-13 et R. 104-14 du code de l'urbanisme. Une concertation avec les populations doit être organisée dès lors qu'une évaluation environnementale est requise.

La loi du 10 mars 2023 relative au développement des énergies renouvelables ouvre la possibilité d'organiser une concertation unique en amont de l'enquête publique, portant à la fois sur le projet et sur la mise en compatibilité du PLUi. Cette mesure vise notamment les projets d'installation de production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie et l'ouvrage de raccordement de ces installations ou l'ouvrage du réseau public de transport ou de distribution d'énergie faisant l'objet d'une déclaration de projet mentionnée à l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme.

La concertation unique est à l'initiative de l'autorité compétente pour adopter la déclaration de projet ou, avec l'accord de cette autorité, à l'initiative du maître d'ouvrage concerné. Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de la collectivité territoriale compétente, dans les conditions prévues à l'article L. 103-4 du code de l'urbanisme.

Le bilan de la concertation est joint au dossier d'enquête publique dans les conditions définies à l'article L. 103-6 du code de l'urbanisme.

À l'exception d'un renvoi au sommaire de la notice technique vers une annexe 3 dédiée à cette concertation, aucun élément du dossier notifié à la DDT ne permet de confirmer la prise d'une délibération définissant les modalités de concertation avec les populations, ni de vérifier si ces modalités ont été intégralement mises en œuvre. Ces deux éléments indispensables à la consolidation juridique de la procédure devront figurer dans le dossier qui sera soumis à enquête publique.

1.5 – Sur les suites de la procédure de mise en compatibilité

En l'absence d'abandon du projet de la part de son porteur, la procédure de mise en compatibilité du PLUi pourra être menée à son terme. La délivrance de l'autorisation de construire sollicitée par le porteur de projet se fera au regard du document d'urbanisme intercommunal en vigueur le jour de la prise de décision.

Une fois l'enquête publique terminée, le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour remettre son rapport. À l'issue de cette remise du rapport :

- 1 – La collectivité sera en mesure d'approuver (sans délai) la mise en compatibilité du PLUi;
- 2 – Le préfet disposera d'un délai d'un mois à compter de l'opposabilité effective de la procédure de mise en compatibilité pour se prononcer sur la demande de permis de construire.

A noter que le PLUi mis en compatibilité deviendra pleinement opposable une fois que l'intégralité des pièces constitutives du dossier auront été versées sur le portail national de l'urbanisme et transmises au préfet au titre du contrôle de légalité.

En conséquence, si la procédure de mise en compatibilité du PLUi valant SCoT de la CC Montaigne Montravel et Gurson est menée à son terme, la collectivité devra directement informer le service instructeur de la DDT de l'intervention du caractère exécutoire pour permettre au préfet d'être en mesure de se prononcer sur la demande de permis de construire avant la fin du délai d'instruction lui étant imparti pour ce faire.

À défaut, cela risquerait de donner lieu à une décision implicite de rejet de la demande de permis de construire formulée par la société.

6 – Sur le choix du site

Le site retenu pour accueillir le projet est constitué de zones à usage agricole et d'une ancienne carrière. Il est à noter qu'il a été mis en évidence sur cette dernière la présence d'une biodiversité riche à proximité d'un réservoir de biodiversité et du corridor écologique majeur de la Dordogne (site Natura 2000).

Le développement des énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine doit être préconisé sur des terrains délaissés, artificialisés ou pollués, ceci afin de permettre au projet de présenter des conditions favorables à une haute intégration environnementale, notamment l'absence d'incidence sur des espèces protégées ainsi que l'évitement des zones humides et des espaces protégés.

Aucun élément ne figure dans la notice de présentation faisant état de la prospection effective de sites alternatifs sur l'ensemble du territoire intercommunal. Un complément de justification à ce titre est donc demandé.

S'agissant de la prise en compte des sensibilités paysagères et écologiques, la DDT rejoint pleinement les remarques et préconisations émises par l'Autorité Environnementale dans son avis en date du 19

décembre 2023 et demande à ce qu'elles soient intégralement suivies par la communauté de communes Montaigne-Montravel-et-Gurson.

7 – Sur l'exposition au risque d'incendie et de feu de forêt

Le projet présenté est un projet hybride avec conception d'un parc photovoltaïque flottant et d'un second, plus classique, destiné à être implanté au sol.

L'îlot positionné sur le site **Le Suchard** crée une interface avec un massif boisé d'une vingtaine d'hectares, dont une partie est classée en Espace Boisé Classé (EBC).

Par son implantation, le projet vient accroître l'exposition du site au risque d'incendie et de feu de forêt.

En conséquence, il sera demandé au porteur de projet de se conformer aux préconisations pour la protection des massifs forestiers contre les incendies de forêt pour les parcs photovoltaïques dans sa version 3.2 de juin 2022. Ce document consultable et téléchargeable via le lien suivant <https://www.dfci-aquitaine.fr/je-suis-un-professionnel/parcs-photovoltaïques>.

Il conviendra ainsi d'aménager les interfaces entre les installations et les espaces boisés, par la création de zones coupe feu pour ralentir la propagation des feux et faciliter l'intervention rapide des secours.

– À l'intérieur du parc : établissement d'une interface aménagée de 9 mètres de large entre les panneaux et la clôture.

– À l'extérieur du parc : établissement d'une interface non boisée de 15 mètres minimum de large.

L'interface située entre la centrale photovoltaïque et ce massif forestier doit être connectée au réseau de voies existantes (pistes DFCI, chemins ruraux, routes...). En l'absence de telles voies à proximité immédiate de toute ou parties de l'installation, et si les terrains ne sont pas naturellement porteurs, une voie stabilisée d'au moins 3 mètres de large devra être aménagée dans cette interface afin de permettre l'accès en tout temps au périmètre externe de l'installation.

Par ailleurs, le porteur de projet et la collectivité devront veiller à la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillage sur une profondeur de 50 m à compter de la clôture.

L'attention du porteur de projet devra être attirée sur le fait qu'en cas de présence d'espèces protégées dans l'emprise des zones à débroussailler, une dérogation espèce protégée devra être sollicitée auprès de la DREAL. Il est donc conseillé de prévoir une implantation du parc en recul de 50 mètres par rapport aux zones abritant des espèces protégées.

8 – Sur l'exposition au risque inondation

Le projet de parc photovoltaïque se situe en zone inondable de la Dordogne.

Les dispositions du PPRi applicable ne permettent pas l'implantation des panneaux photovoltaïques en zone inondable.

La révision du PPRi Dordogne est en voie de prescription. Il introduira les dispositions issues de la loi du 10 mars 2023 suivantes :

« Toute installation de panneaux photovoltaïques en zone inondable (débordement de cours d'eau, remontée de nappe, ruissellement) devra respecter a minima les conditions d'implantation suivantes :

- l'ensemble des éléments sensibles (panneaux, postes de relevé, connectiques afférentes, etc.) est implanté au-dessus de la cote de référence ;*
- les installations (et les clôtures) permettent la plus grande transparence hydraulique afin de ne pas modifier de façon significative les conditions d'écoulement ni la ligne d'eau ;*
- l'ancrage au sol (des fondations et structures porteuses des panneaux, clôtures, des postes électriques, etc.) est suffisant pour résister aux embâcles (voiture, arbres, etc.) et éviter l'arrachement. Le dimensionnement de l'ancrage tient compte :*

- de la nature et de la stabilité du sous-sol (phénomène d'érosion en cas de crue) ;
- des vitesses et des hauteurs d'eau auxquelles seront soumises les installations en cas de survenance de l'aléa de référence ;
- de la capacité de transport solide d'éléments environnants susceptibles de générer l'arrachement des panneaux par choc ou par perte des fondations ;
- des situations accidentelles possibles, notamment rupture de digues entraînant des venues d'eau particulièrement rapides. »

Avant de pouvoir éventuellement bénéficier d'une dérogation à l'échelle du PPRi de la Dordogne (à l'étude pour l'instant), **le rapport de présentation doit être complété afin de démontrer que le projet n'aggrave pas le risque inondation (que ce soit sur les enjeux ou l'aléa)**. Ces éléments complémentaires peuvent être produits par le porteur de projet qui devra les intégrer à son étude d'impact.

9 – Sur la présence de zones humides

Il est indiqué en page 185 de la notice technique que « *le projet, compte tenu de la faible artificialisation des sols, et de l'absence d'imperméabilisation des sols, limite de manière significative les impacts directs et indirects sur les zones humides, tant sur leur alimentation hydrique que sur leurs fonctionnalités* ».

Cette affirmation est à relativiser dans la mesure où des compléments ont été demandés au porteur de projet dans le cadre de la demande d'autorisation d'urbanisme en cours d'instruction, notamment sur la matérialisation du tracé de raccordement qui devra également être inclus dans les impacts. Pour la partie flottante du projet, un complément démontrant l'absence d'impact sur les habitats piscicoles a également été demandé.

CONCLUSION

La direction départementale des territoires prononce un **avis favorable** sur ce projet de mise en compatibilité du PLUi de la communauté de communes Montaigne-Montravel-et-Gurson sous réserve de la prise en compte de l'ensemble des remarques et observations énoncées ci-avant.

Le présent avis devra être annexé dans son intégralité au compte rendu de la réunion d'examen conjoint par les personnes publiques associées qui sera organisée par la communauté de communes préalablement à l'organisation de l'enquête publique relative à la procédure de mise en compatibilité du PLUi au même titre que les observations complémentaires éventuellement prononcées par le représentant de la DDT lors de cette réunion.

Le chef de service

Romain LORTHOLARY

**Avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale
de Nouvelle-Aquitaine sur le projet de mise en compatibilité du
plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de
communes Montaigne Montravel et Gurson pour la construction
d'un parc photovoltaïque dans la commune de Saint-Antoine-de-
Breuilh (24)**

n°MRAe 2023ANA118

dossier PP-2023-14798

Porteur du Plan : communauté de communes Montaigne Montravel et Gurson

Date de saisine de l'Autorité environnementale : 2 octobre 2023

Date de la consultation de l'Agence régionale de santé : 17 octobre 2023

Préambule

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 et du décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe).

Conformément au règlement intérieur et aux règles internes à la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis de l'autorité environnementale a été rendu le 19 décembre 2023 par délibération de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine.

Ont participé et délibéré : Annick BONNEVILLE, Didier BUREAU, Pierre LEVAVASSEUR, Jessica MAKOWIAK, Elise VILLENEUVE, Patrice GUYOT, Jérôme WABINSKI, Cédric GHESQUIERES

Chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

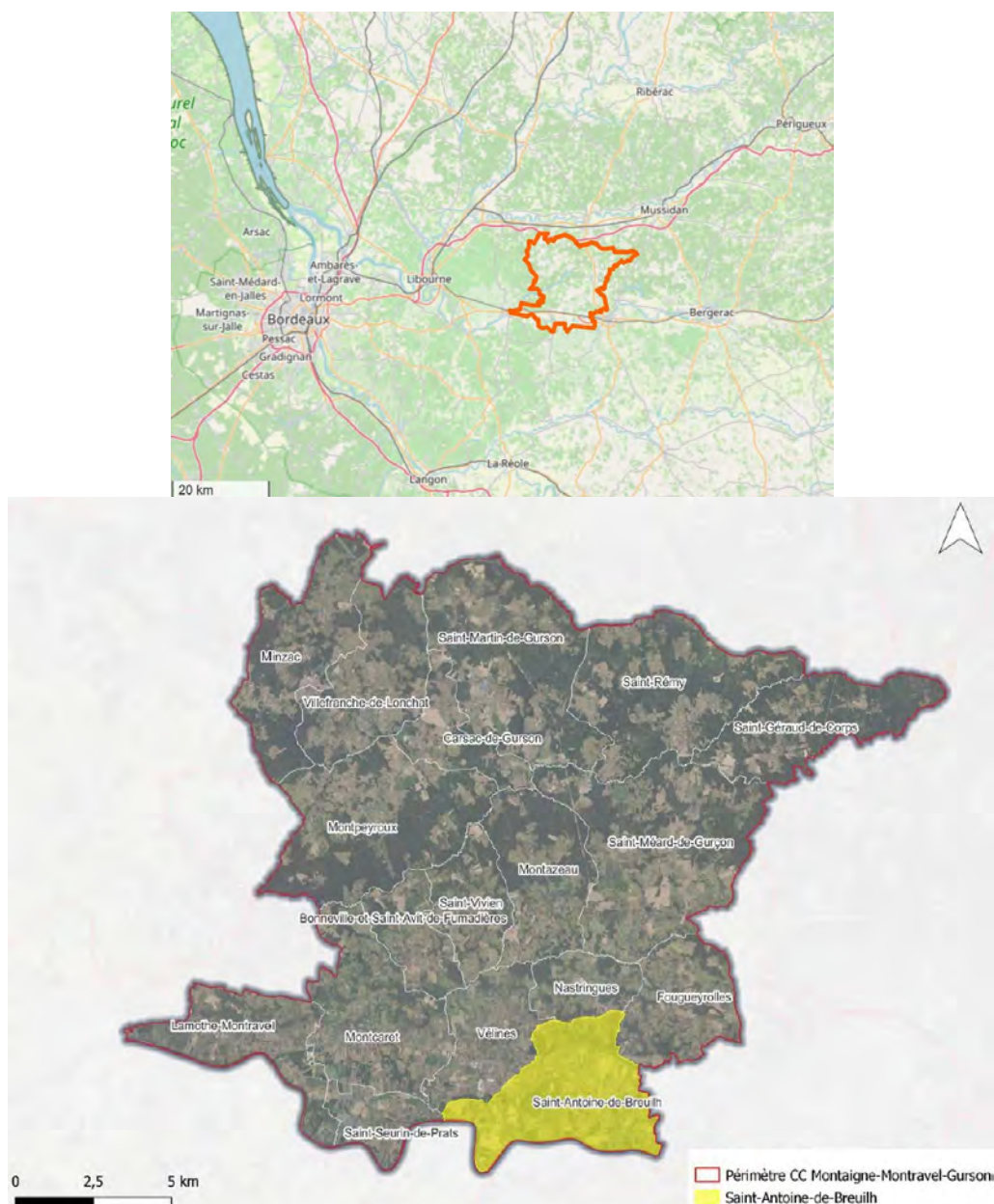
Étaient absents ou excusés : Raynald VALLEE, Freddie-Jeanne RICHARD, Cyril GOMEL.

I. Contexte et objectifs généraux du projet

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 27 septembre 2018 ayant valeur de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la communauté de communes Montaigne Montravel et Gurson¹. Cette mise en compatibilité vise à permettre la construction d'un parc photovoltaïque comprenant, dans la commune de Saint-Antoine-de-Breuilh, une partie au sol et une partie flottante.

La communauté de communes Montaigne Montravel et Gurson compte 12 010 habitants en 2019 pour 18 communes (dont 1 860 habitants sur la commune de Saint-Antoine-de-Breuilh) sur 260,90 km². Son PLUi a fait l'objet d'un avis² de la Mission Régionale d'Autorité environnementale le 20 septembre 2017.

Conformément à l'article L. 300-6 du Code de l'urbanisme, le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale porte sur les dispositions de la mise en compatibilité du PLUi qui consistent à délimiter un nouveau secteur Npv dédié à la réalisation d'un parc photovoltaïque en partie sur le site d'une ancienne carrière.



Localisation de la commune de Saint-Antoine de Breuilh au sein de la communauté de communes
(Source : OpenStreetMap, notice explicative page 19)

1 L'article L. 123-1-7 du code de l'urbanisme permet de réaliser un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) valant schéma de cohérence territoriale (SCoT) « quand le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale et n'est pas situé dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale ».

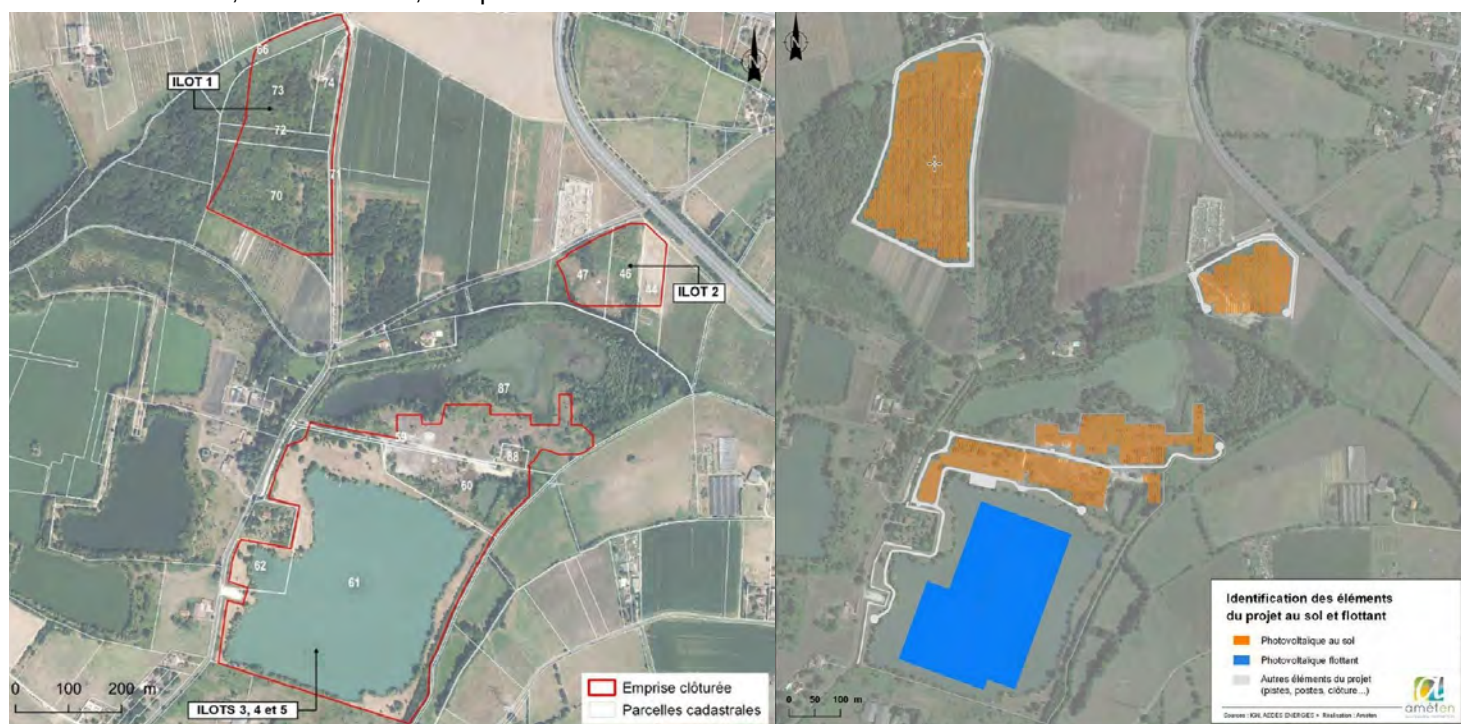
2 Avis 2017ANA126 du 20 septembre 2017 consultable à l'adresse suivante :
http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2017_5003_plui_scot_montaigne_ae_signe.pdf

Le projet de parc photovoltaïque est situé sur la rive droite de la Dordogne, à l'ouest du centre-bourg de Saint-Antoine-de-Breuilh. Une partie du projet occupe un plan d'eau résultant de l'exploitation d'une ancienne carrière autour duquel les parcelles ont été remises en état en 2007. Aucun terrain concerné par le projet n'est aujourd'hui utilisé pour l'exploitation agricole mais le site est fréquenté par les promeneurs et des pêcheurs.

Le projet envisagé comprend l'implantation d'un parc photovoltaïque en partie au sol sur les terrains présentant une faible pente et en partie flottant sur le plan d'eau. Il porte sur une surface clôturée globale de 33,2 hectares répartis en cinq îlots au nord sur les lieux-dits « Au Suchard » (îlot 1), « Au Bosquet » face au cimetière communal (îlot 2) et au sud du Champs de Mars (îlots 3, 4 et 5).

Le projet est composé au total de 34 812 modules pour une puissance totale installée d'environ 22,17 MWc. Avec une production estimée à 30 125 MWh/an, le projet portera selon le dossier sur la production équivalente à environ 41,8 % de la consommation électrique communautaire (tout secteur confondu) observée en 2021. Le raccordement du parc au réseau électrique est prévu au poste source de Pineuilh situé à 8,5 km à l'est.

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au porteur du projet, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document. La démarche a pour but d'évaluer les incidences de la mise en compatibilité du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences résiduelles.



Localisation et présentation du projet (notice explicative pages 21 et 30)

Le dossier comporte une étude d'impact. À ce jour, la MRAe n'a toutefois pas été saisie pour avis au titre du projet de parc photovoltaïque. Au vu des informations transmises, le présent avis porte sur le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du PLUi concerné par un projet de parc photovoltaïque.

Compte tenu des éléments présentés, **le projet de parc photovoltaïque et le projet de mise en compatibilité du PLUi auraient pu faire l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale commune³**. Une saisine unique de la MRAe aurait en effet été adaptée pour fournir en un seul document une analyse des enjeux environnementaux liés aux aménagements et aux activités projetés, pour présenter l'ensemble des impacts liés au projet et à la mise en compatibilité du PLUi.

II. Objet de la mise en compatibilité

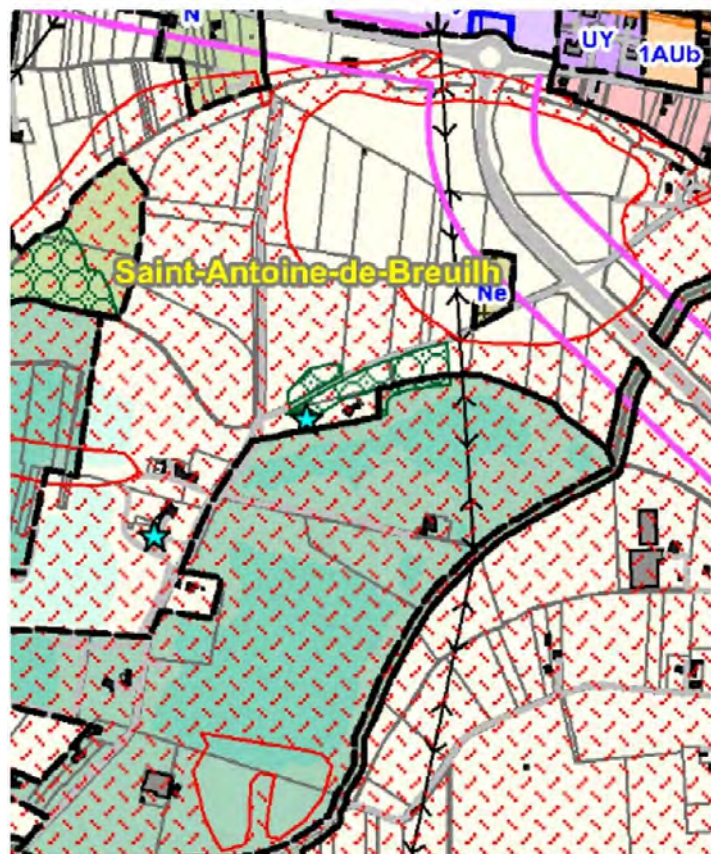
Dans le PLUi en vigueur, l'emprise du site est classée en zone naturelle à vocation de loisirs et de tourisme « NT » et en zone agricole « A ». Le règlement en vigueur applicable à ces zones ne permet pas la réalisation du projet. La procédure a donc pour objet de créer un secteur naturel Npv dédié aux projets photovoltaïques et de classer trois secteurs du PLUi en Npv dans le règlement graphique pour un total de 33,2 hectares. Leur création a pour effet de réduire la zone agricole A de 10,1 hectares et la zone naturelle NT de 23,1 hectares⁴.

³ Procédure d'évaluation environnementale commune portant à la fois sur le projet de parc photovoltaïque et sur la mise en compatibilité du PLUi en application des articles L. 122-14 et R. 122-27 du Code de l'environnement

⁴ Le détail de l'évolution des surfaces du zonage est présenté à partir de la page 267 de la notice explicative.

La procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLUi en vigueur a pour objet de modifier le règlement, le rapport de présentation du PLUi et de créer une orientation d'aménagement et de programmation (OAP). Elle prévoit la protection de haies et de zones humides au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

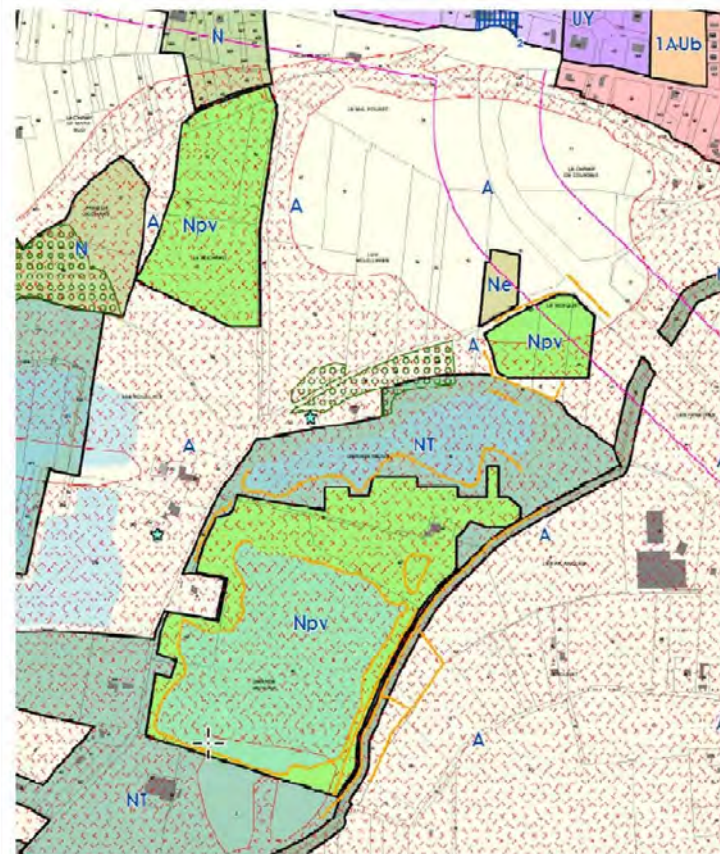
Le règlement évolue pour permettre la construction du parc photovoltaïque et son exploitation pour une durée minimum de 30 ans. L'OAP traduit spatialement certaines mesures édictées dans l'étude d'impact : la préservation des haies existantes, les haies à planter et à conforter, la protection des berges des plans d'eau et la desserte du site, notamment pour la défense incendie. Elle permet également de cadrer l'emprise des secteurs destinés à l'accueil des panneaux photovoltaïques dans les trois entités classées Npv identifiées.



- NP** : zone naturelle de stricte protection
N : zone à dominante naturelle, et secteurs :
 Nh : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)
 Nhs : sédentarisation des gens du voyage
 Ne : équipements communaux (hors bourg)
 Ng : activité d'extraction de matériaux et équipements liés
 Na : Aéroport de Fouqueyrolles
 Ns : constructions et installations liées aux stations d'épuration
 Ny : secteur lié à une activité située en zone naturelle, agricole ou à risque
NT : zone à vocation de loisirs et de tourisme, et secteurs :
 NTC : camping
 NTL : base de loisirs du lac de Guron
 NTH : accueil et hébergement touristique (dont habitations légères de loisirs)
 NTH : accueil et hébergement touristique (avec construction)
 NGT : zone de carrière à vocation future d'accueil de loisirs
A : zone à vocation agricole et secteurs :
 Ah : activité d'équithérapie liée à une exploitation agricole
 At et At1 : à vocation d'accueil touristique et de loisirs lié à l'activité agricole
- Autres prescriptions**
 Emplacements réservés (ER)
 Espaces Boisés Classés (EBC)
 Éléments de patrimoine à préserver (article L151-19 du Code de l'Urbanisme)
 Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination (article L.151-11 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme)
 Recul des constructions ou installations aux abords de la RD 936 et déviation (articles L.111-6 et L.111-8 - anciennement L.111-1-4) - du Code de l'urbanisme

Informations

- Report du Plan de Prévention des Risques Inondations (se reporter au dossier de PPRI en annexe du PLUi)
 Zone rouge du PPRI (inconstructible)
 Zone bleue du PPRI (constructible sous conditions)
 Canalisation haute-pression GRT Gaz avec bandes d'effet :
 ELS (effets létaux significatifs)
 PEL (Premiers effets létaux)
 IRE (effets irréversibles)
 Ligne électrique haute ou moyenne tension
 Zone U faisant l'objet d'une OAP



- NP** : zone naturelle de stricte protection
N : zone à dominante naturelle, et secteurs :
 Nh : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)
 Nhs : sédentarisation des gens du voyage
 Ne : équipements communaux (hors bourg)
 Ng : activité d'extraction de matériaux et équipements liés
 Na : Aéroport de Fouqueyrolles
 Ns : constructions et installations liées aux stations d'épuration
 Ny : secteur lié à une activité située en zone naturelle, agricole ou à risque
NT : zone à vocation de loisirs et de tourisme, et secteurs :
 NTC : camping
 NTL : base de loisirs du lac de Guron
 NTH : accueil et hébergement touristique (dont habitations légères de loisirs)
 NTH : accueil et hébergement touristique (avec construction)
 NGT : zone de carrière à vocation future d'accueil de loisirs
 Npv : secteur dédié à la production d'énergie renouvelable
Zone agricole
A : zone à vocation agricole et secteurs :
 Ah : à vocation d'accueil touristique et de loisirs lié à l'activité agricole
 At : activité d'équithérapie liée à une exploitation agricole

Autres prescriptions

- Emplacement réservé
 Espace boisé classé
 Éléments de patrimoine à préserver (article L151-19 du Code de l'Urbanisme)
 Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination (article L.151-11 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme)
 Recul des constructions ou installations aux abords de la RD 936 et déviation (articles L.111-6 et L.111-8 anciennement L.111-1-4) - du Code de l'urbanisme
 Éléments de patrimoine naturel à préserver (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme)

Informations

- Report du Plan de Prévention des Risques Inondations (se reporter au dossier du PPRI en annexe du PLUi)
 Zone rouge du PPRI (inconstructible)
 Zone bleue du PPRI (constructible sous conditions)

Extrait du zonage *avant* et *après* mise en compatibilité
 (Source : notice explicative pages 255 et 256)

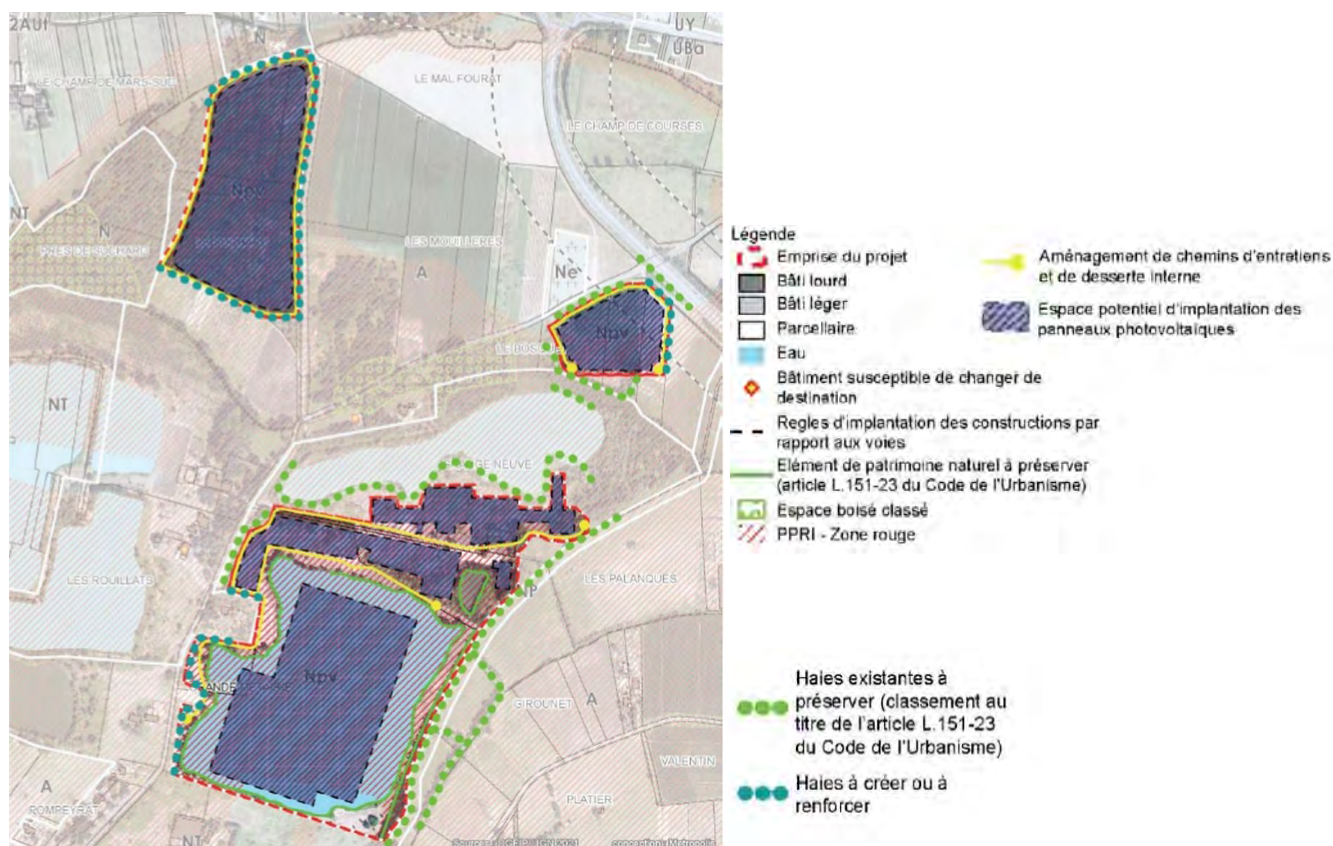


Schéma d'aménagement (OAP page 4)

II. III. Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement par le projet de mise en compatibilité

A. Qualité générale du dossier

Le dossier comporte cinq tomes organisés de manière à accéder aisément aux informations nécessaires à la compréhension du projet de mise en compatibilité du PLUi. Le premier tome contient une étude d'impact⁵, une étude agro-pédologique et une notice explicative. Le dossier présente l'OAP créée (tome 2), l'évolution du règlement graphique (tome 3) et du règlement écrit (tome 4) ainsi que le résumé non technique (tome 5). Ce dernier précise les évolutions apportées au document d'urbanisme mais ne permet pas d'appréhender les effets de la mise en compatibilité sur l'environnement et la santé humaine.

La MRAe recommande de compléter le résumé non technique, élément essentiel de l'évaluation environnementale destiné à fournir au public une bonne information, en particulier concernant les effets sur l'environnement et la démarche de réduction des incidences de la mise en compatibilité.

La MRAe relève que les sondages pédologiques réalisés pour caractériser les sols⁶ ne couvrent pas l'ensemble de l'aire d'étude immédiate (cf illustration suivante), notamment dans la zone comprise entre les deux principaux plans d'eau au lieu-dit du Champs de Mars (terrains potentiellement humides concernés par l'implantation d'installations photovoltaïques terrestres).

La MRAE recommande de confirmer la caractérisation des zones humides sur l'ensemble du site du projet en application des dispositions de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement. Aux termes de cet article, est caractérisée de zone humide celle qui répond à l'un au moins des deux critères, pédologique ou floristique.

Le dossier présente un système d'indicateurs documenté⁷ relatifs aux thèmes du paysage, de la biodiversité, de l'énergie et du climat et des risques naturels pour permettre le suivi des enjeux les plus significatifs, en indiquant pour chacun l'objectif poursuivi, la source de données, la valeur cible, l'état initial et la fréquence de suivi.

⁵ Le projet est soumis à étude d'impact au titre de la rubrique 30 du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

⁶ Localisation présentée en page 118 de la notice explicative

⁷ page 291 de la notice explicative

La notice explicative précise les forts enjeux écologiques concernant l'aire d'étude immédiate⁸ : **proximité du site Natura 2000**, zone spéciale de conservation (ZSC) de *La Dordogne* (FR00660) située à 450 m, trame bocagère, zones humides, cortège d'espèces diversifié et aléa inondation.

De nombreuses espèces protégées sont présentes sur le site, avec mention dans le dossier de destruction importante, notamment du lotier hispide, des habitats d'espèces de l'avifaune (Tarier pâle, Pie-grièche écorcheur, Bruant proyer, Cisticole des joncs, Linotte mélodieuse, Bouscarle de Cetti), des reptiles et des amphibiens.

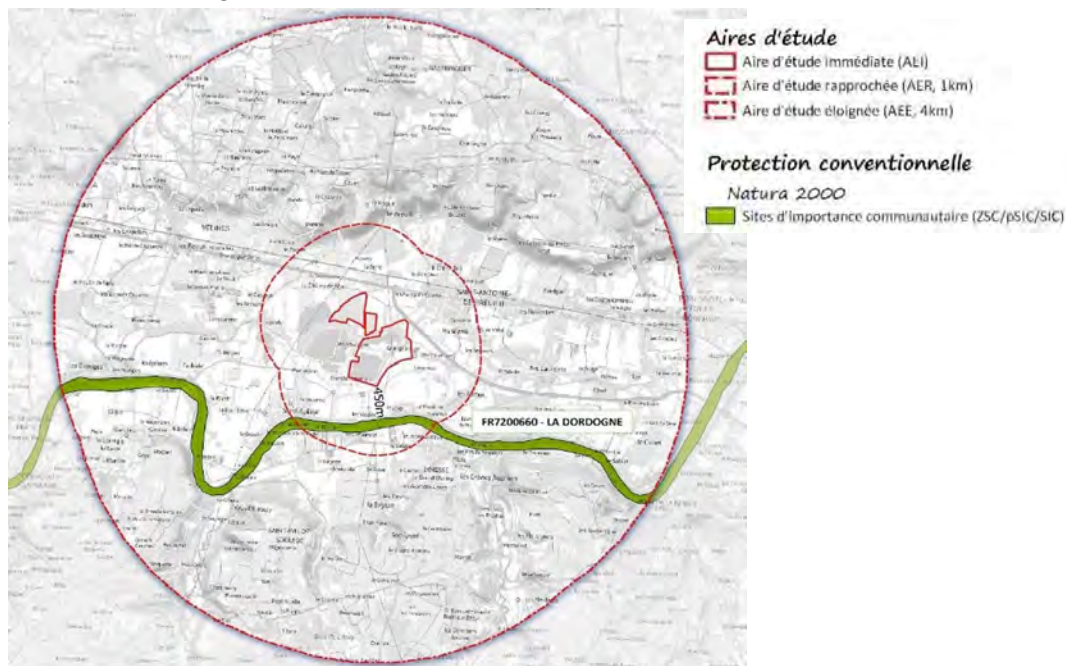
Le dossier mentionne qu'une demande de dérogation au titre des espèces protégées est nécessaire mais ne présente pas le bilan des impacts résiduels du projet à l'issue de la démarche ERC de l'étude d'impact ni de mesures compensatoires accompagnant nécessairement une telle demande.

La MRAe recommande de mener à terme la démarche ERC jusqu'au stade de la définition des impacts résiduels après évitement et réduction.

B. Choix du site de projet

Selon le dossier, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi n'a pas abordé le sujet de la planification du développement des énergies renouvelables. L'accueil d'un projet photovoltaïque sur le site choisi n'a donc pas été anticipé, ce qui nécessite une procédure de mise en compatibilité du PLUi objet du présent avis. Quatre scénarii d'implantation des panneaux photovoltaïques ont été envisagés sur le site choisi. Entre la première solution envisagée et celle retenue, l'emprise clôturée est passée de 67,6 hectares (aire d'étude immédiate) à 33,2 hectares.

La MRAe relève que le choix des zones propices à l'implantation de parcs photovoltaïques (Npv) n'est pas issu d'une recherche de localisation à plus grande échelle. Elle recommande de préciser la stratégie de déploiement des énergies renouvelables à l'échelle de l'intercommunalité.



Situation des aires d'étude vis-à-vis du site Natura 2000 de La Dordogne (Notice explicative page 109)

Concernant les îlots 1 et 2, le dossier justifie le choix du site par l'ancienneté des parcelles agricoles, en déprise depuis le début des années 2000 et leur faible valeur agronomique. Concernant les îlots 3 à 5, des démarches sont en cours pour redéployer les activités de loisirs actuelles vers une ancienne gravière située plus à l'ouest.

La MRAe rappelle que la règle n°30 du fascicule SRADDET prévoit que « le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces ».

De même, la stratégie de l'État pour le développement des énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine préconise un développement prioritaire et systématique du photovoltaïque sur les terrains délaissés, artificialisés ou pollués. Elle rappelle l'importance d'intégrer ces projets dans une stratégie locale, ainsi que les conditions favorables à une haute intégration environnementale, notamment l'absence d'incidence sur des espèces protégées ainsi que l'évitement des zones humides et des espaces protégés.

La MRAe observe que les zones agricoles concernées ne présentent aucun caractère artificiel et que le site de l'ancienne carrière (remis en état en 2007) accueille désormais une biodiversité riche à proximité d'un réservoir de biodiversité et du corridor écologique majeur de *la Dordogne* (site Natura 2000).

⁸ La notice explicative établit une synthèse de ces enjeux à partir de la page 168

La MRAe recommande de justifier le choix de la mobilisation de parcelles à vocation agricole pour l'implantation d'une partie du parc photovoltaïque, au regard de solutions alternatives.

C. Prise en compte des risques

Comme le montre le plan de zonage, les secteurs Npv sont quasi-intégralement situés en zone rouge du PPRI, où la probabilité d'occurrence du risque inondation et son intensité sont fortes. Cette zone est inconstructible. Le PPRI opposable aux tiers sur la commune de Saint-Antoine-de-Breuilh n'autorise pas l'implantation de parc photovoltaïque en zone rouge. Tout projet de parc photovoltaïque nécessiterait donc une évolution préalable du PPRI, éventuellement précédée d'une dérogation préfectorale.

Le secteur de projet est par ailleurs exposé au risque de rupture du barrage de Bort-les-Orgues situé sur la Dordogne dans la partie amont du bassin versant. Il se trouve pour partie dans les zones potentiellement menacées par l'onde de submersion en cas de rupture totale du barrage. Le dossier présente le plan particulier d'intervention (PPI)⁹ en vigueur en cas de rupture permettant de protéger les populations en aval.

Plusieurs mesures de réduction du risque inondation ont été traduites dans le projet de règlement du secteur Npv : positionnement des tables photovoltaïques et des postes électriques au-dessus de la cote de seuil du PPRI, limitation de l'emprise au sol cumulée des locaux techniques à 250 m², clôtures hydrauliquement transparentes (maillage adapté), ancrage en fond de plan des modules solaires flottants.

Le règlement du secteur Npv et l'OAP prévoient des mesures permettant de conserver une distance inconstructible du parc flottant par rapport aux berges et des parcs terrestres par rapport aux axes de communication et voies de desserte du site. Ces mesures sont destinées à préserver les berges et à assurer la stabilité des reliefs.

La MRAe attire l'attention de la collectivité sur les risques résiduels d'érosion par ruissellement, en dépit de la configuration du terrain (faible pente) et des mesures prévues dans le règlement du secteur Npv. **Elle recommande de présenter les mesures correctives envisagées dans le cadre du suivi écologique en cas d'érosion avérée.**

Les voies destinées à l'intervention des secours ainsi qu'une rampe d'accès au parc flottant pour l'intervention du SDIS sont prévues. Le règlement indique que les essences végétales retenues devront être peu inflammables pour ne pas augmenter la vulnérabilité face au risque incendie (résineux proscrits). Le dossier rappelle l'obligation légale de débroussaillage (OLD) de 50 m autour des installations.

La MRAe recommande d'inclure les incidences environnementales de l'obligation de débroussaillage dans l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU. Il convient en particulier d'inclure les OLD dans le périmètre prévu des zones classées Npv.

D. Prise en compte des sensibilités paysagères

Une analyse paysagère détaillée¹⁰ comprenant des photomontages permet d'appréhender l'insertion paysagère du projet dans son environnement éloigné comme rapproché. La végétation existante permet selon le dossier de filtrer les perceptions sur le parc photovoltaïque.

La trame végétale existante sera complétée par la plantation de haies bocagères en périphérie des différents îlots, sur un linéaire cumulé d'environ 1 440 ml. Cette mesure, retranscrite dans l'OAP dédiée, permet l'insertion du projet dans l'environnement et l'analyse montre que les dispositions prévues assurent la gestion de l'interface entre les zones Npv, les axes de communication et les zones d'habitat.

La MRAe note que le linéaire de haies à planter ou à conforter, bien qu'inscrit dans l'OAP, ne fait pas l'objet d'une protection au même titre que les haies existantes. Elle recommande d'inscrire dans le règlement le linéaire de haies à créer et à renforcer.

⁹ Un plan particulier d'intervention (PPI) organise et prévoit les mesures à prendre ainsi que les moyens de secours à mettre en œuvre pour l'alerte et l'évacuation des populations concernées.

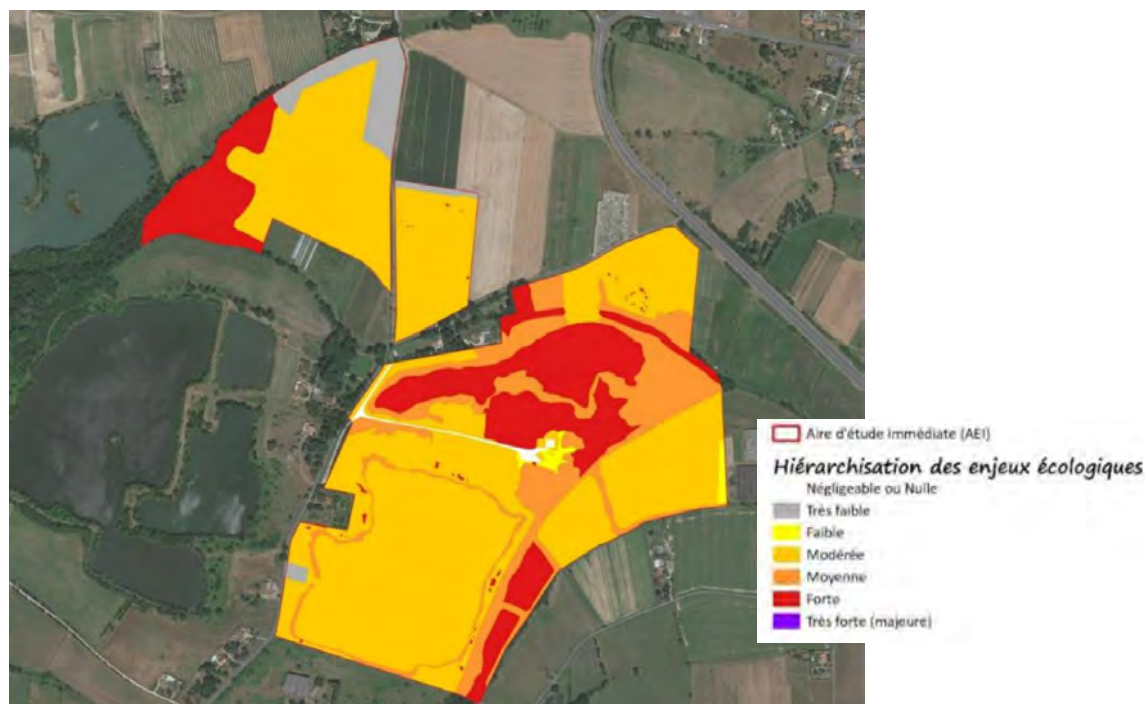
¹⁰ À partir de la page 235 de la notice explicative

E. Prise en compte des sensibilités écologiques

Définition des enjeux

L'aire d'étude immédiate dans laquelle se situent les secteurs Npv est à 450 m du site Natura 2000 *La Dordogne* (FR7200660), qui présente une grande diversité de milieux aquatiques et de milieux alluviaux (bancs sablo-graveleux du lit mineur, forêts alluviales). De nombreuses espèces rares au niveau régional et national (phanérogames et coléoptères), des frayères à poissons migrateurs, et la Loutre d'Europe occupent le site¹¹.

Les investigations de terrain montrent que l'aire d'étude immédiate (AEI) accueille une diversité floristique portée par les friches herbacées et les prairies de l'entité Sud. Le cortège faunistique diversifié se caractérise par la présence d'espèces inféodées aux milieux ouverts à semi-ouverts agro-pastoraux, aux milieux prairiaux, arborescents et aquatiques. Le dossier détaille précisément les habitats et espèces¹² ainsi que la méthodologie employée pour mener les investigations¹³. Il présente utilement une hiérarchisation des enjeux écologiques (cf illustration suivante).



Enjeux écologiques sur les secteurs étudiés dans le cadre de l'étude d'impact
(notice explicative page 149)

Incidences sur les enjeux écologiques

Le dossier indique que les secteurs Npv évitent les principaux enjeux écologiques, ce qui permet de ne pas remettre en cause les capacités d'accueil de la zone d'étude pour de nombreuses espèces ou groupes faunistiques. Ce constat nécessiterait une confirmation par une illustration permettant de visionner plus aisément les incidences de l'évolution du zonage sur les enjeux identifiés.

La MRAe recommande de présenter une illustration superposant le zonage projeté et les enjeux hiérarchisés.

Incidences sur les zones humides

Le règlement écrit intègre des mesures de réduction des incidences relatives à l'aménagement de la partie flottante du parc, comprenant le choix d'une technique d'ancrage de moindre impact sur les berges, la limitation du recouvrement du plan d'eau à 60 % de sa surface, ainsi que le recul des modules vis-à-vis des berges pour limiter l'impact du projet sur la faune aquatique. La principale incidence du projet exposée dans la notice explicative concernerait la destruction de 575 m² de zone humide en berge du plan d'eau (cf. illustration suivante).

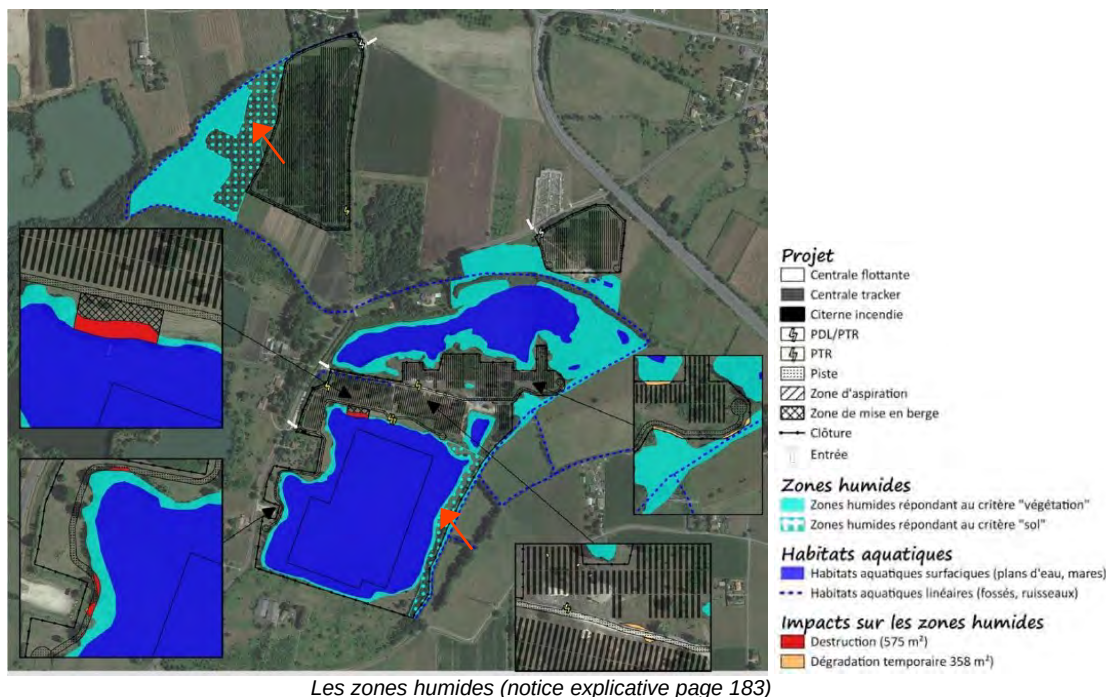
La procédure prévoit la protection au titre l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme des zones humides correspondant aux berges du plan d'eau destiné à l'accueil du dispositif flottant du projet et du petit plan d'eau non aménagé dans le cadre de la mise en œuvre du projet. La MRAe relève que cette mesure ne permet pas la protection des zones humides identifiées au contact du secteur Npv Nord (îlot n°1) et en frange du secteur Npv Sud (îlots 3, 4 et 5).

¹¹ <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR7200660>

¹² à partir de la page 111 de la notice explicative

¹³ à partir de la page 42 de l'étude d'impact

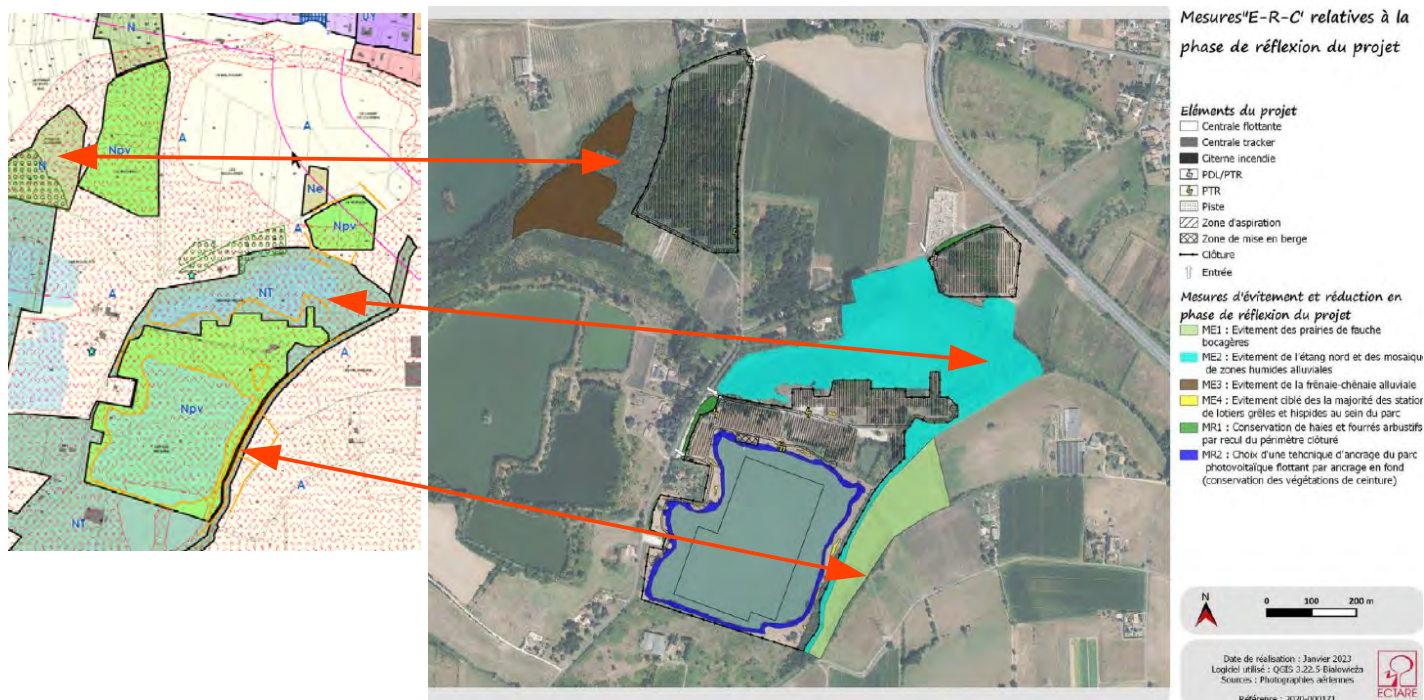
La MRAe recommande de renforcer les mesures de préservation des zones humides identifiées hors berges, par l'application d'une mesure de protection surfacique au titre l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. Ces mesures doivent pouvoir s'appuyer sur un recensement exhaustif des zones humides.



Incidences sur les autres enjeux

Le règlement graphique ne prévoit pas d'évolution concernant la prairie de fauche bocagères, maintenue en zone A, ainsi que l'étang Nord et des milieux marécageux associés maintenus en zone NT. En permettant des constructions, affouillements et exhaussements du sol, le règlement en vigueur de ces zones ne garantit pas la pérennité de ces milieux. Par ailleurs, la frênaie-chênaie-aulnaie alluviale (enjeu fort) évitée par le projet est maintenue en zone N mais ne bénéficie que partiellement d'une protection en tant qu'espace boisé classé (EBC).

La MRAe recommande de compléter la protection des milieux à enjeux situés à proximité des secteurs Npv.



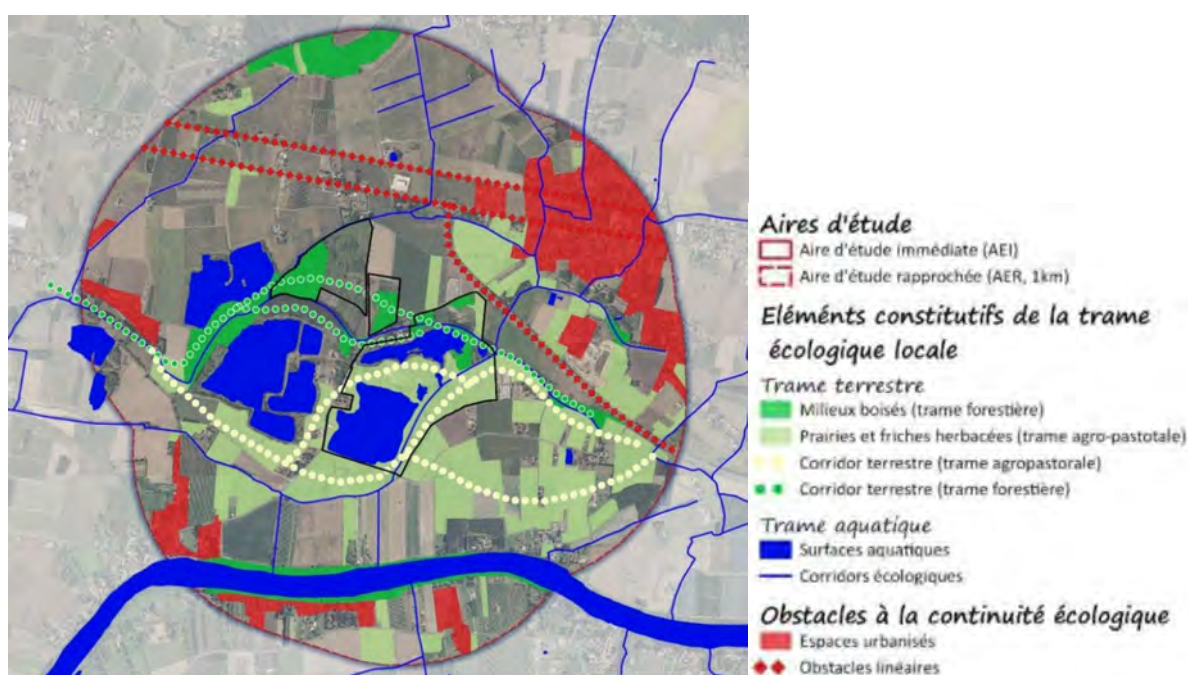
Enjeux identifiés dans le cadre de la démarche ERC relative au projet (notice explicative page 226) et extrait du règlement graphique

Continuités écologiques

Dans son avis sur le PLUi, l'Autorité environnementale considérait que l'étude des continuités écologiques était insuffisante et recommandait une analyse locale de la trame verte et bleue sous toutes ses composantes (sous-trames). Le dossier présente une déclinaison des continuités écologiques intégrant le site Natura 2000 *la Dordogne* qui constitue un réservoir de biodiversité et un corridor écologique majeur (cf. illustration ci-dessous).

Le choix d'implantation du parc (plusieurs entités disjointes indépendamment clôturées) et les mesures prévues dans le règlement du secteur Npv (mise en place de clôtures perméables à la petite et à la moyenne faune et conservation/confortement du réseau de haies arbustives) limiteront selon le dossier les incidences de la mise en compatibilité sur les continuités écologiques et la fragmentation des habitats. Dans l'optique de limiter les impacts globaux du projet sur la faune des milieux semi-ouverts (notamment les reptiles, amphibiens et avifaune nicheuse), des mesures de réduction spécifiques aux OLD visent à conserver le réseau de haies arbustives et de plates-bandes¹⁴. Toutefois l'hypothèse d'une traduction réglementaire de cette mesure évoquée dans le dossier n'est pas confirmée, suggérant de fortes incidences sur les milieux arbustifs.

La MRAe recommande de traduire réglementairement le maintien des haies et formations arbustives dans les OLD et de préciser les incidences induites du projet de mise en compatibilité sur les habitats d'espèces.



Trame verte et bleue locale (notice explicative page 140)

Le règlement du secteur Npv prévoit des dispositions visant le démantèlement des installations en fin d'exploitation. Il conviendrait de confirmer que ces dispositions incluent la restauration de la fonctionnalité des sols.

Le dossier indique que malgré la relative proximité du projet vis-à-vis du périmètre du site Natura 2000 de *La Dordogne*, la mise en compatibilité n'aura aucune incidence directe sur les habitats ou espèces en raison d'une faible connexion écologique avec le site. L'absence de lien des secteurs Npv avec le site Natura 2000 proche de la Dordogne reste néanmoins à démontrer compte tenu des milieux humides identifiés, de la trame bocagère et des espèces associées à ces milieux.

La MRAe recommande, au regard des dispositions de l'article L. 414-4-VI du Code de l'environnement, de confirmer l'absence d'incidence significative sur le réseau Natura 2000, en particulier sur les espèces à l'origine de la désignation du site de *La Dordogne*. Cette évaluation devrait prendre en considération l'effet de l'ensemble des actions attachées au projet de mise en compatibilité, notamment les OLD.

¹⁴ page 297 de la notice explicative

IV. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du PLUi de la communauté de communes Montaigne Montravel et Gurson vise à permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque composé d'une partie au sol et d'une partie flottante dans la commune de Saint-Antoine-de-Breuil, dans le département de la Dordogne.

La mise en compatibilité porte sur le classement en zone naturelle Npv destinée à la production d'énergie photovoltaïque d'un secteur actuellement classé en zone naturelle à vocation touristique et de loisirs, et en zone agricole, sur une surface totale de 33,2 hectares.

Le PPRI en vigueur n'autorisant pas de construction en zone rouge soumise à inondation, une mise en cohérence des documents de planification est nécessaire.

Le choix du site devrait être justifié par l'exposé de la stratégie de la collectivité en matière de localisation des zones propices au développement des énergies renouvelables.

Le dossier relève des enjeux écologiques forts, qu'il convient de mieux différencier entre la partie inondée de la carrière, sa partie terrestre et les zones agricoles. Les impacts résiduels du projet après recherche d'évitement et de réduction sont à expliciter.

L'absence d'incidences significatives sur le site Natura 2000 de *La Dordogne* est à mieux justifier.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis. Les réponses apportées ont vocation à être prises en compte dans le dossier et son résumé non technique.

À Bordeaux, le 19 décembre 2023

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la présidente de la MRAe

signé

Annick Bonneville